

**CONCOURS DE PROCÈS-SIMULÉ EN  
DROIT INTERNATIONAL  
CHARLES-ROUSSEAU  
2017**

*Une activité du Réseau francophone de droit international (RFDI)*

**REGLEMENT**

**CHAPITRE 1**

**DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**Article 1**

**ORGANISATION**

- (1)** Le Concours de procès-simulé en droit international Charles-Rousseau [ci-après dénommé le Concours] est un concours destiné à développer la connaissance et la maîtrise du droit international.
- (2)** Le Concours est organisé sous l'égide du Réseau francophone de droit international (RFDI) et est dirigé par un Comité d'organisation composé par les membres du Bureau du RFDI, du responsable de l'épreuve internationale du Concours ainsi que toute autre personne désignée d'un commun accord par les membres du Comité en vue de pourvoir à l'organisation de l'épreuve internationale.
- (3)** Sont admissibles les institutions d'enseignement supérieur présentant une équipe formée de quatre étudiants agissant comme représentants des parties à l'instance. Chaque équipe peut être accompagnée par un instructeur désigné par l'institution de l'équipe. L'instructeur d'équipe peut être accompagné d'un second instructeur, moyennant le paiement de droits d'inscription supplémentaires. Une équipe peut, à titre exceptionnel et par requête motivée adressée au RFDI, être composée de deux ou trois étudiants. Dans le cas d'une équipe composée de deux plaideurs, ceux-ci doivent plaider ensemble tant pour la partie demanderesse que pour la partie défenderesse. Lorsqu'une équipe est composée de trois plaideurs, l'un des trois plaideurs doit plaider tant pour la partie demanderesse que pour la partie défenderesse. Toute modification d'équipe ne peut se faire que sur requête préalable au RFDI et en aucun cas après la date fixée au calendrier (annexe 1).

(4) Les contacts par courrier électronique entre les équipes et le Comité d'organisation se font par la voie de l'instructeur et mentionnent toujours en objet le nom de l'institution d'enseignement concernée. Aussi, les fichiers transmis doivent-ils commencer par le nom de l'institution. Les communications ne répondant pas à ces exigences ne seront pas prises en compte et ne recevront pas de réponse.

(5) Le calendrier de l'édition 2017 du Concours est reproduit en annexe 1 et fait partie intégrante du présent Règlement.

## Article 2

### EXPOSÉ DES FAITS

(1) La procédure écrite et orale du Concours se base sur les faits contenus dans l'exposé des faits, reproduit en annexe 2 et faisant partie intégrante du présent Règlement. Cet exposé des faits peut être accompagné d'annexes, qui possèdent le même statut. Aux fins du présent Règlement, le Lomeland est appelé partie demanderesse et la République de Grand Popo sont appelés partie défenderesse.

(2) Un élément factuel ne figurant pas à l'exposé des faits ou n'y étant pas annexé ne peut être sollicité lors du Concours.

(3) Les équipes peuvent formuler des questions d'éclaircissement par écrit. Celles-ci doivent parvenir au responsable de l'épreuve internationale dans le délai et à l'adresse mentionnés dans le calendrier (annexe 1). Un nombre maximum de 10 questions par équipe peut être posé. Les réponses aux questions d'éclaircissement sont considérées comme faisant partie intégrante de l'exposé des faits et sont affichées sur le site du RFDI dans le délai fixé au calendrier.

(4) Un rapport/mémoire présentant les réponses possibles aux questions de droit et de fait soulevées dans l'exposé des faits et dans les réponses aux questions d'éclaircissement sera, dans la mesure du possible, préparé et affiché sur le site du RFDI.

## Article 3

### INSCRIPTION

(1) Aucun étudiant ne peut s'inscrire au Concours s'il y a déjà participé ou s'il est inscrit en doctorat. Aucune Université qui est débitrice envers le RFDI ne peut s'inscrire au Concours.

(2) Les équipes s'inscrivent à l'épreuve internationale par les moyens et dans le délai fixés par le calendrier (annexe 1). Sans préjudice de l'article 3.5, les participants dont l'accès au territoire du pays d'accueil de l'épreuve internationale implique l'obtention d'un visa doivent avoir communiqué au secrétaire général du Réseau francophone de droit international la preuve de son obtention, au plus tard 15 jours avant le début de l'épreuve internationale.

(3) Les équipes versent des droits prescrits dans les délais fixés. Les droits pour l'édition 2017 sont de 1600 € nets. Cette somme est nette et les éventuels frais bancaires ou de transferts

sont à la charge des équipes. Les droits couvrent les frais d'hébergement (hôtel) et les trois repas officiels pour les représentants de l'équipe et un instructeur. Si l'équipe est accompagnée d'un second instructeur, les droits d'inscription supplémentaires s'élèvent à 500 € nets. Les équipes du pays d'accueil de l'épreuve internationale qui souhaitent organiser elles-mêmes leur hébergement peuvent en faire la déclaration au moment de leur inscription. Dans ce cas, les droits d'inscription (hébergement non compris) s'élèvent à 1100 € nets. Ces équipes restent entièrement responsables de s'assurer qu'elles reçoivent toute l'information nécessaire diffusée par le biais de l'hôtel. Le Comité d'organisation statue sur les éventuelles demandes de remboursement des droits versés. Au-delà du 1<sup>er</sup> mars, 30 % des droits versés seront conservés. Au-delà de la date prévue au calendrier pour le dépôt des mémoires, les droits versés ne peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement.

(4) Le paiement des droits peut, à titre exceptionnel et par requête dûment motivée au RFDI, être différé au plus tard au 1er mars. La requête est adressée au Président du RFDI, au Trésorier du RFDI et au Président du Comité d'organisation et doit être présentée par l'instructeur dix (10) jours avant la date limite d'inscription fixée par le calendrier (annexe 1). La décision finale est prise par le RFDI et communiquée à l'équipe requérante avec célérité. En cas de défaut de paiement à cette date et à moins de force majeure, l'inscription de l'équipe est annulée.

(5) Les équipes de pays du Sud ou d'Europe centrale et orientale pourront bénéficier d'une prise en charge partielle de leurs frais de participation selon des modalités déterminées par le Bureau. Cette prise en charge est accordée en priorité aux étudiants. Dans le but de financer le plus grand nombre d'équipes possible et dans un souci de gestion rationnelle des fonds, le RFDI accordera une prise en charge aux seules équipes répondant aux conditions suivantes :

- a) L'équipe qui présente la demande n'a pas de dette envers le RFDI ;
- b) Les droits d'inscription ont été acquittés dans le délai imparti, sans préjudice d'une permission accordée au titre du paragraphe 4 du présent article ;
- c) L'équipe a envoyé une version préliminaire de ses deux mémoires dans le délai fixé à l'annexe 1 et le Comité d'évaluation a jugé que leur niveau était suffisant au sens du paragraphe 11 de l'article 5 du présent Règlement.

(6) L'épreuve internationale du Concours regroupe les équipes inscrites ayant déposé dans les délais prescrits des mémoires conformes au présent Règlement. L'accès aux épreuves éliminatoires du Concours est refusé aux équipes dont les mémoires sont jugés, en application du paragraphe 10 de l'article 5, d'une qualité insuffisante au sens du paragraphe 11 de l'article 5 du présent Règlement.

## **CHAPITRE 2**

### **ÉPREUVES**

#### **Article 4**

#### **ÉPREUVES ÉLIMINATOIRES**

**(1)** Les équipes inscrites au Concours se mesurent dans le cadre des épreuves éliminatoires et participent à une procédure écrite et à une procédure orale.

#### **Article 5**

#### **PROCÉDURE ÉCRITE**

**(1)** Chaque équipe doit préparer un mémoire au nom de la partie demanderesse et un mémoire au nom de la partie défenderesse.

**(2)** Pour être recevables, les mémoires doivent être rédigés en langue française. Les citations peuvent être présentées en langue anglaise ou dans une autre langue pour autant que le document dont est extraite la citation ne soit pas disponible en langue française faisant foi. Les citations présentées dans une autre langue que l'anglais doivent être accompagnées d'une traduction en note de bas de page.

**(3)** Le corps d'un mémoire ne peut dépasser 30 pages et ne doit comporter aucun élément d'identification de ses auteurs. La limite de 30 pages comprend la conclusion, les annexes et les références. Le résumé des faits et le résumé du mémoire, d'un maximum de 300 mots chacun, la première page de couverture, la deuxième page de couverture anonyme (obligatoire), le sommaire, la liste des sigles et abréviations, la table des matières, ainsi que la bibliographie d'un maximum de 25 pages, sont exclus de la limite de 30 pages.

**(4)** Les références doivent être placées en bas de page. Les notes infrapaginales ne peuvent contenir que des références ou des renvois aux sources documentaires utilisées (ni citation, ni commentaire, exception faite d'une traduction). Les modes de référencement utilisés dans les notes infrapaginales sont ceux en vigueur dans le pays d'origine des équipes participantes. Aux fins de l'application du paragraphe 3 de l'article 5, le choix d'un mode de référencement ne constitue pas un élément d'identification des auteurs.

**(5)** Les mémoires doivent être présentés par paragraphes numérotés d'un interligne et demi (1 1/2) sur du papier de format « A4 ». Les marges sont de 2,5 cm pour le haut et pour le bas, 3 cm à gauche et 2 cm à droite. Le corps des mémoires ne peut être rédigé dans des caractères de dimension inférieure au corps 12, police Times New Roman, avec un espacement des caractères normal, échelle 100%. Lorsqu'une citation est écrite sur plus de trois lignes dans le corps d'un mémoire, elle est présentée en simple interligne et en retrait d'un centimètre et demi (1,5 cm) par rapport au texte principal. Les titres peuvent être présentés en interligne simple. Les notes de bas de page doivent être présentées en simple interligne et en corps 10, police Times New Roman. Les titres et les citations sont séparés du corps du texte par une ligne d'espacement.

(6) Le corps des mémoires doit impérativement être numéroté et commencer par la page 1. Les pages liminaires doivent être numérotées en chiffres romains.

(7) Les mémoires sont identifiés par le nom de l'institution et les noms des représentants de l'équipe, qui sont inscrits sur la première page de couverture uniquement. Il est précisé, aux fins de l'organisation des joutes, pour chaque représentant et d'une manière définitive, sa qualité de représentant de la partie demanderesse ou de la partie défenderesse. Aucun autre élément d'identification formelle d'une équipe ne peut figurer dans les mémoires.

(8) Dans le délai prescrit au calendrier, chaque équipe doit envoyer un exemplaire de chaque mémoire par courrier électronique aux adresses électroniques indiquées dans l'annexe 1 (calendrier), conformément aux normes en matière de communication prévues au paragraphe 4 de l'article 1. Cet exemplaire doit être impérativement envoyé en format PDF, chaque mémoire relatif à une partie étant réuni en un seul fichier (pas de fichiers multiples). Si l'envoi en format PDF n'est pas réalisable, un envoi au seul format Word peut être sollicité auprès du Comité d'organisation.

(9) Une équipe ne peut réviser ses mémoires, y substituer, ajouter ou supprimer des éléments ou les modifier d'une manière quelconque après la date de soumission. Aucun mémoire additionnel ne peut être soumis par une équipe à quelque moment que ce soit.

(10) Les mémoires sont évalués par des correcteurs désignés par le Comité d'organisation, conformément à la Directive relative à la correction des mémoires. Les correcteurs apprécient la qualité et la pertinence :

- a) du traitement des questions abordées dans le mémoire et soulevant un problème juridique ;
- b) du raisonnement et de la prise en compte des contre-arguments ;
- c) des sources et de la recherche documentaire ;
- d) de la présentation matérielle et de la langue française écrite.

(11) Les correcteurs accordent à chacun des mémoires une note sur 100 qui sont autant de points bruts. Le barème suivant doit être appliqué : Excellent : A (90 à 100) ; Très bien : B (80 à 90) ; Bien : C (70 à 80) ; Assez bien : D (60 à 70) ; Moyen : (E) 50 à 60 ; Insuffisant : (F) 0 à 50. Les correcteurs sont invités à rédiger des observations sur la qualité des mémoires. Ces observations sont transmises aux équipes à l'issue du Concours.

(12) Il est procédé au classement des équipes sur la base du total des points bruts, moins les éventuelles pénalités, attribués par les correcteurs aux mémoires de chacune des équipes.

## **Article 6**

### **PROCÉDURE ORALE**

(1) Chaque équipe doit présenter quatre exposés oraux dans le cadre de l'épreuve éliminatoire. Chaque équipe est composée de deux représentants par partie. Les membres de

l'équipe se présentent à la salle de plaidoiries 10 minutes avant l'heure prévue pour le début de la joute. En cas de force majeure ou de problème de santé sérieux empêchant un plaideur de participer à sa joute, un membre de l'équipe peut remplacer celui-ci. Pour ce faire, l'équipe doit obtenir l'autorisation préalable, même en cas d'urgence, du responsable de l'épreuve internationale et aviser le greffier de la substitution. Cette substitution est portée immédiatement à la connaissance des juges et de la partie adverse.

(2) Les équipes sont classées selon le rang obtenu en fonction des points totaux attribués par les correcteurs à leurs mémoires, puis en cas d'égalité, selon l'ordre alphabétique des noms d'institutions tels qu'utilisés par le RFDI dans ses bases de données.

À partir de ce classement, l'appariement des équipes est effectué en suivant la méthode énoncée ci-après :

1° Si le nombre d'équipes participantes est inférieur à vingt (20), les équipes sont réparties en deux groupes selon la formule suivante :

Groupe 1 : 1, 4, 6, 8, 10, 12, 14, 16, 18.

Groupe 2 : 2, 3, 5, 7, 9, 11, 13, 15, 17, 19.

Chaque groupe est séparé par moitié, en respectant l'ordre hiérarchique. Chaque équipe de plaideurs d'un sous-groupe rencontre une équipe de son sous-groupe et une équipe de l'autre sous-groupe, par tirage au sort.

2° Si le nombre d'équipes participantes est supérieur à vingt (20), les équipes sont réparties en quatre groupes selon la formule suivante :

Groupe 1 : 1, 8, 12, 16, 20, 24,...

Groupe 2 : 2, 7, 11, 15, 19, 23,...

Groupe 3 : 3, 6, 10, 14, 18, 22,...

Groupe 4 : 4, 5, 9, 13, 17, 21,...

Par tirage au sort, chaque équipe de plaideurs rencontre deux équipes différentes de son groupe, respectivement dans le rôle de la partie demanderesse et de la partie défenderesse.

3° En cas de désistement tardif d'une équipe, l'appariement des équipes tel que disposé aux paragraphes 1 et 2 n'est pas altéré. Nonobstant la date limite fixée par le calendrier pour le retrait d'une équipe, le Comité d'organisation et le Bureau du RFDI sont saisis immédiatement de la question dans l'objectif de suppléer de manière équitable l'équipe défaillante.

4° La constitution des groupes et le calendrier des joutes sont constitués par les membres du Bureau du RFDI avec la collaboration du responsable de l'épreuve internationale. Ces informations sont divulguées lors de la remise des mémoires aux équipes participantes.

5° Aucune copie imprimée des mémoires des équipes ne sera distribuée. Les mémoires seront distribués aux équipes par le biais d'une clé USB personnalisée. Les équipes ne pourront quitter le lieu de distribution des mémoires avant d'avoir vérifié la clé avec un membre du Bureau qui sera désigné pour ce faire. Chaque équipe doit rapporter sa clé à la fin de sa dernière joute

éliminatoire à l'endroit indiqué lors de la réunion des instructeurs. Les clés seront distribuées à nouveau pour la tenue des joutes de classement, des quarts de finale, des demi-finales et de la finale.

**(3)** Les membres des équipes présentent successivement leurs exposés oraux dans l'ordre suivant :

- a) Exposé principal (partie demanderesse)
- b) Exposé principal (partie défenderesse)
- c) Réplique (partie demanderesse)
- d) Duplique (partie défenderesse)

**(4)** Les équipes ne peuvent, dans leurs exposés oraux, aborder de nouvelles questions ou présenter de nouveaux arguments non traités dans leur propre mémoire ou présenter des arguments ne faisant pas l'objet d'un différend, l'autre partie y ayant expressément acquiescé dans son mémoire. Il est toutefois possible de présenter, pendant les exposés oraux, un argument qui ne figure pas dans le mémoire, à condition qu'il réponde à un argument soulevé par l'autre partie durant les phases écrite et orale ou en réponse à une question des juges.

**(5)** 1° Celui ou celle qui présente son exposé oral ne peut communiquer avec quiconque, à l'exception des juges et de la personne agissant comme greffier.

2° Lorsqu'ils ne présentent pas leur exposé oral, les membres de l'autre équipe ne peuvent communiquer avec quiconque, à l'exception de communications écrites entre eux.

**(6)** Les exposés oraux doivent être présentés en langue française. Les citations peuvent être lues en langue anglaise.

**(7)** Les exposés oraux doivent porter uniquement sur les questions qui divisent encore les parties, eu égard aux arguments contenus dans les mémoires. La réplique doit porter sur les arguments développés par l'autre partie lors de son exposé oral et la duplique doit porter sur les arguments présentés lors de la réplique.

**(8)** La partie demanderesse et la partie défenderesse disposent de 45 minutes chacune pour présenter leur exposé oral dont cinq minutes pour les exposés complémentaires (réplique/duplique). Aucun membre de l'équipe ne peut disposer d'une durée de moins de 15 minutes pour présenter ses arguments. Chaque plaideur utilise son temps d'exposé principal en une seule fois. L'exposé complémentaire est présenté par un seul plaideur de l'équipe. Les juges ont le pouvoir d'accorder une extension de temps, mais l'autre équipe devra bénéficier de la même extension, et le temps total de l'exposé oral de chaque équipe ne pourra en aucun cas dépasser 55 minutes.

**(9)** 1° Lors de l'épreuve éliminatoire, les représentants et les instructeurs d'une équipe ne peuvent assister à une épreuve opposant deux autres équipes ou institutions. En revanche, les représentants qui ne plaident pas et les instructeurs d'une équipe peuvent assister à une épreuve impliquant leur propre institution. Lors des épreuves de quarts de finale et de demi-finale, la même règle s'applique pour les équipes qui sont encore en lice.

2° L'enregistrement des exposés oraux ne peut être effectué qu'avec le consentement des juges après consultation des équipes. Un enregistrement audio ou vidéo non autorisé par les juges est passible d'une pénalité conformément à l'article 7.

**(10)** 1° Chaque équipe est autorisée à apporter un seul appareil électronique en salle de plaidoirie. Seul le mémoire adverse peut être ouvert sur l'appareil électronique en cours de joute ; il est seulement permis de faire défiler le texte. Aucun appareil électronique ne peut être connecté à Internet pendant les joutes sous peine d'être éliminé du Concours Charles-Rousseau. Les appareils électroniques doivent être mis en mode silence. Les appareils électroniques ne doivent pas servir de moyen de communication entre les plaideurs.

2° Les membres des équipes peuvent consulter tout autre document écrit (livre, cahiers d'autorités, recueils, périodiques, journaux, etc.). Sous réserve de l'approbation préalable du responsable de l'épreuve internationale, les équipes peuvent aussi recourir à des cartes géographiques, plans et autres illustrations graphiques. D'une part, l'équipe doit alors donner à l'autre partie copie des documents en nombre suffisant, au plus tard le jour précédant la joute. D'autre part, elle doit de même fournir en début de plaidoiries une copie des documents en nombre suffisant pour les juges et greffier(s).

**(11)** Les exposés oraux sont évalués par un jury de trois personnes (juges), dont un président, nommés par le Comité d'organisation.

**(12)** Les juges posent des questions aux représentants des équipes, tout en veillant à ce que ceux-ci puissent présenter l'essentiel de leur argumentation. Les questions peuvent porter entre autres sur le droit international, l'argumentation, l'exposé des faits et sur le contenu des mémoires et des exposés oraux. Dans la mesure du possible, un nombre équivalent de questions doit être adressé à chacun des représentants des équipes. De même, les juges doivent veiller au respect du contradictoire, notamment à ce que l'exposé oral réponde aux arguments contenus dans le mémoire et l'exposé oral de l'autre partie. A cet effet, chaque juge dispose au moment des exposés oraux d'une copie des mémoires. Lors des exposés complémentaires des joutes éliminatoires (réplique/duplique), des questions ne sont posées aux représentants des équipes qu'à l'issue de l'exposé, dans la mesure du temps disponible.

**(13)** Après une discussion collective, chaque juge apprécie la qualité et la pertinence :

- a) de la connaissance du droit international ;
- b) du raisonnement et des réponses aux questions des membres du jury ;
- c) des observations finales ;
- d) de la présentation générale de l'exposé oral.

**(14)** Chaque juge accorde à chacun des représentants de chaque partie une note sur 100, qui sont autant de points bruts. Le barème suivant doit être appliqué : Excellent : 90-100 (A) ; Très bien : 80-90 (B) ; Bien : 70-80 (C) ; Assez bien : 60 à 70 (D) ; Moyen : 50 à 60 (E) ; Insuffisant : 0 à 50 (F). Les notes et les observations écrites faites par les juges sont transmises aux équipes à l'issue du Concours. Lorsqu'à titre exceptionnel un juge fait défaut, la troisième note est égale à la moyenne de celles attribuées par les deux autres juges.



**(15)** Le responsable de l'épreuve internationale prépare un guide à l'attention des juges et greffiers dans lequel est décrite la procédure et la pratique générale du Concours, ainsi qu'un mémento où les questions qui divisent les parties sont présentées et discutées par le(s) rédacteur(s) du cas.

**(16)** Pour chaque joute, une personne est assignée par le responsable de l'épreuve internationale pour agir comme greffier. Elle note la répartition du temps des exposés oraux, et en informe les juges et les représentants des parties. Elle assure le chronométrage du temps. Elle assiste aux délibérations, attire l'attention des juges sur les dispositions pertinentes du Règlement ainsi que sur les éventuelles infractions commises par les représentants des parties. Après le délibéré des juges, elle transmet au responsable de l'épreuve internationale, sous enveloppe fermée, les notes attribuées aux représentants des parties ainsi que des commentaires sur leurs prestations.

## **Article 7**

### **PÉNALITÉS ET PLAINTES**

**(1)** Des pénalités peuvent être imposées aux équipes qui ne se conforment pas au présent Règlement.

**(2)** Les pénalités suivantes sont déduites des notes attribuées par les correcteurs des mémoires :

- a) sauf circonstances exceptionnelles qu'il incombera à l'équipe concernée d'établir, retard dans la soumission des mémoires (2 points par jour de retard) ;
- b) plagiat (5 à 40 points en fonction de la gravité de l'infraction) ;
- c) violation des règles de l'article 14 liées à l'assistance extérieure (10 à 25 points en fonction de la gravité de l'infraction) ;
- d) dépassement du nombre autorisé de pages pour le corps du mémoire (6 points par page) ou de la bibliographie (2 points par page) ;
- e) erreurs liées à la mise en page des mémoires (1 à 5 points en fonction de la gravité et du nombre d'erreurs) ;
- f) non-respect des règles relatives aux références et citations (jusqu'à 3 infractions, 2 points ; de 4 à 7 infractions, 4 points ; de 8 à 10 infractions, 6 points ; 11 infractions et plus, 9 points) ;
- g) non-respect des règles matérielles de présentation des mémoires, des règles relatives aux éléments d'identification des équipes ou des règles relatives à la soumission électronique et par courriel des mémoires (6 points par infraction).

**(3)** Les pénalités suivantes sont déduites des notes attribuées par les juges pendant la manche où s'est produite la violation :

- a) communication interdite par le paragraphe 5.1° de l'article 6, en dépit d'un avertissement du président (5 points) ;
- b) communication interdite par le paragraphe 5.2° de l'article 6, en dépit d'un avertissement du président (3 points) ;

- c) non-respect de la procédure prévue au paragraphe 10 de l'article 6 (5 points) ;
- d) soumission de communications écrites additionnelles aux juges (10 points) ;
- e) audition prohibée des exposés oraux des autres équipes (1 point de joute) ;
- f) enregistrement audio ou vidéo non autorisé par les juges (25 points ou 1 point de joute en fonction de la gravité) ;
- g) violation du paragraphe 2 de l'article 6 (le plaideur concerné perd tous ses points bruts pour la joute) ;
- h) arrivée tardive de l'équipe pour le début de la joute, sauf cas de force majeure (10 points par tranche de 10 minutes).

(4) Aucun mémoire ou partie de mémoire ne peut être échangé, distribué ou diffusé de quelque manière que ce soit entre les équipes ou publiquement sous peine d'être éliminé du Concours Charles-Rousseau.

(5) Le Comité d'organisation tranche définitivement toute plainte déposée en temps opportun par une équipe pour toute violation du présent Règlement après avoir entendu les instructeurs des équipes concernées, ainsi que, le cas échéant, les juges concernés.

(6) Pour toute violation grave ou inconsidérée du Règlement, notamment concernant les modalités d'inscription, le Bureau peut prononcer des sanctions pouvant aller jusqu'à la disqualification de l'équipe des phases écrites ou orales.

## Article 8

### CLASSEMENT

(1) Le responsable de l'épreuve internationale, sous le contrôle du Comité d'organisation et du Bureau du RFDI, procède au calcul des résultats obtenus par les équipes et à leur classement, sur la base des notes attribuées par les correcteurs des mémoires et les membres du jury (juges).

(2) Une joute de l'épreuve éliminatoire est remportée par l'équipe qui a obtenu le nombre le plus élevé de points de juge, attribués par les membres du jury (juges) des exposés oraux. L'équipe à laquelle un juge a accordé, conformément au paragraphe 14 de l'article 6, le plus de points bruts pour l'exposé oral obtient 1 point de juge.

(3) Des points de juge relatifs à l'évaluation des mémoires sont attribués aux équipes en fonction du classement réalisé en application du paragraphe 12 de l'article 5 et de l'appariement des équipes par groupes en application du paragraphe 2 de l'article 6, selon la grille suivante :

- Système à 2 groupes :

Groupe 1 : 1 (8 points de juges), 4 (7 points), 6 (6 points), 8 (5 points), 10 (4 points), 12 (3 points), 14 (2 points), 16 (1 point), 18 (0 point).

Groupe 2 : 2, (8 points de juges), 3 (7 points), 5 (6 points), 7 (5 points), 9(4 points), 11 (3 points), 13 (2 points), 15 (1 point), 17 (0 point), 19 (0 point).

- Système à 4 groupes :

Groupe 1 : 1 (8 points), 8 (6 points), 12 (4 points), 16 (2 points), 20 (1 point), 24 (0 point),...

Groupe 2 : 2 (8 points), 7 (6 points), 11 (4 points), 15 (2 points), 19 (1 point), 23 (0 point),...

Groupe 3 : 3 (8 points), 6 (6 points), 10 (4 points), 14 (2 points), 18 (1 point), 22 (0 point),...

Groupe 4 : 4 (8 points), 5 (6 points), 9 (4 points), 13 (2 points), 17 (1 point), 21 (0 point),...

**(4)** Les équipes ayant participé à l'épreuve éliminatoire sont classées, au sein de chaque groupe, selon les critères suivants :

- a) le nombre de joutes remportées ;
- b) en cas d'égalité, le total des points de juges obtenus au terme de l'évaluation des exposés oraux et des mémoires ;
- c) en cas d'égalité, le total des points bruts obtenus au terme de l'évaluation des exposés oraux et des mémoires. Le total des points bruts se calcule en allouant 3/5 des points aux exposés oraux et 2/5 des points aux mémoires. Ce total est obtenu en additionnant les points bruts obtenus à l'occasion des quatre exposés oraux de l'équipe – maximum 2400 – et les points bruts des mémoires de l'équipe pris en considération 8 fois - maximum 1600.

## **Article 9**

### **ÉPREUVES DE QUARTS ET DE DEMI-FINALES**

**(1)** Lorsque les équipes ont été réparties en deux groupes en application du paragraphe 2.1° de l'article 6, les équipes qualifiées pour les quarts de finale sont les huit équipes classées aux quatre premières places de leur groupe. Lorsque les équipes ont été réparties en quatre groupes en application du paragraphe 2.2° de l'article 6, les quatre équipes qualifiées pour les quarts de finale sont les équipes classées aux deux premières places de leur groupe.

**(2)** 1° Lorsque les équipes ont été réparties en deux groupes en application du paragraphe 2.1° de l'article 6, l'appariement des équipes qualifiées se fait de la manière suivante : Le premier du groupe 1 contre le quatrième du groupe 2 (joute 1) ; le deuxième du groupe 2 contre le troisième du groupe 1 (joute 2) ; le premier du groupe 2 contre le quatrième du groupe 1 (joute 3) ; le deuxième du groupe 1 contre le troisième du groupe 2 (joute 4).

2° Lorsque les équipes ont été réparties en quatre groupes en application du paragraphe 2.2° de l'article 6, l'appariement des équipes qualifiées se fait de la manière suivante : Le premier du groupe 1 contre le deuxième du groupe 4 (joute 1) ; le premier du groupe 2 contre le deuxième du groupe 3 (joute 2) ; le premier du groupe 3 contre le deuxième du groupe 2 (joute 3) ; le premier du groupe 4 contre le deuxième du groupe 1 (joute 4).

(3) Les demi-finales regroupent les quatre équipes qui ont remporté leur joute de quart de finale, selon l'appariement suivant : vainqueur joute 1 contre vainqueur joute 2 ; vainqueur joute 3 contre vainqueur joute 4.

(4) Les épreuves de quarts de finale et de demi-finale se déroulent conformément à l'article 6 paragraphes 4, 5, 6, 7, 9, 10, 12, 13, 14, 15 et 16. Chaque équipe est alors composée de tous ses représentants, soit au plus quatre représentants. Les membres des équipes présentent successivement leurs exposés oraux dans l'ordre suivant :

- . a) exposé principal (partie demanderesse) <sup>[L]</sup><sub>[SEP]</sub>
- . b) exposé principal (partie défenderesse) <sup>[L]</sup><sub>[SEP]</sub>
- . c) réplique (partie demanderesse) <sup>[L]</sup><sub>[SEP]</sub>
- . d) duplique (partie défenderesse) <sup>[L]</sup><sub>[SEP]</sub>

(5) La partie demanderesse et la partie défenderesse disposent de 60 minutes chacune pour présenter leur exposé oral, dont 10 pour les exposés complémentaires. Aucun membre de l'équipe ne peut présenter d'exposé oral de moins de 10 minutes. Les juges ont le pouvoir discrétionnaire d'accorder une extension de temps, mais l'autre équipe devra bénéficier de la même extension, et le temps total de l'exposé oral de chaque équipe ne pourra en aucun cas dépasser 75 minutes.

(6) Les plaidoiries sont évaluées par un jury de 3 membres (juges) en quarts de finale et de 5 membres en demi-finales, dont un président, nommé par le Comité d'organisation.

(7) Une épreuve est remportée par l'équipe qui a obtenu le nombre le plus élevé de points de juge, attribués par les membres du jury (juges) des exposés oraux.

## Article 10

### ÉPREUVE DE CLASSEMENT

(1) Selon le nombre d'équipes inscrites et la disponibilité des juges, le Comité d'organisation a la possibilité de prévoir le déroulement d'une épreuve de classement qui se déroule selon les modalités prévues ci-après.

(2) Les équipes qui ne sont pas qualifiées pour les quarts de finale en application de l'article 9 participent à une joute de classement (neuvième place et suivantes). Un tirage au sort est effectué pour attribuer le rôle respectif de chaque équipe.

(3) 1° Lorsque pour les épreuves éliminatoires, les équipes ont été réparties en deux groupes, conformément au paragraphe 2.1° de l'article 6, les équipes classées de la troisième à la dernière place du premier groupe rencontrent l'équipe qui se trouve à la place correspondante dans le second groupe. En cas de nombre impair d'équipes, les trois dernières équipes participent à une seule joute, selon les modalités définies par le Comité d'organisation.

2° Lorsque pour les épreuves éliminatoires, les équipes ont été réparties en quatre groupes, conformément au paragraphe 2.2° de l'article 6, les équipes placées au même rang dans chacun des groupes sont classées entre elles compte tenu des critères énoncés au paragraphe 4 de l'article 8. Au sein d'un même rang, l'équipe classée première rencontre l'équipe classée seconde et l'équipe classée troisième rencontre celle classée quatrième. En cas de nombre impair

d'équipes, les trois dernières équipes participent à une seule joute, selon les modalités définies par le Comité d'organisation.

(4) L'épreuve de classement se déroule conformément à l'article 6 paragraphes 4, 5, 6, 7, 9, 10, 12, 13, 14, 15 et 16. Chaque équipe est alors composée de tous ses représentants, soit au plus quatre représentants. Les membres des équipes présentent successivement leurs exposés oraux dans l'ordre suivant :

- a) exposé principal (partie demanderesse)
- b) exposé principal (partie défenderesse)
- c) réplique (partie demanderesse)
- d) duplique (partie défenderesse)

(5) La partie demanderesse et la partie défenderesse disposent de 50 minutes chacune pour présenter leur exposé oral, dont 5 pour les exposés complémentaires. Aucun membre de l'équipe ne peut présenter d'exposé oral de moins de 10 minutes. Les juges ont le pouvoir discrétionnaire d'accorder une extension, mais l'autre équipe devra bénéficier de la même extension, et le temps total de l'exposé oral de chaque équipe ne pourra en aucun cas dépasser 55 minutes.

(6) Les plaidoiries sont évaluées par un jury de 3 membres (juges), dont un président, nommé par le Comité d'organisation.

(7) Une épreuve de classement est remportée par l'équipe qui a obtenu le nombre le plus élevé de points de juge, attribués par les membres du jury (juges) des exposés oraux.

## **Article 11**

### **ÉPREUVE FINALE**

(1) Les deux équipes ayant remporté l'épreuve demi-finale s'affrontent lors de l'épreuve finale du Concours. L'épreuve finale se déroule conformément à l'article 9 paragraphes 2, 3 et 4. Chaque équipe est composée de tous ses représentants, soit au plus quatre représentants.

(2) Le rôle respectif des équipes est attribué par tirage au sort en présence des instructeurs.

(3) Les plaidoiries sont évaluées par un jury de 5 membres (juges) minimum et de 9 membres maximum, dont un président, nommé par le Comité d'organisation. Le nombre maximal de juges peut être augmenté pour une finale donnée, avec l'accord préalable du Bureau.

(4) L'équipe ayant obtenu la majorité des voix des juges remporte l'épreuve finale. Le jury ne peut déclarer les équipes *ex aequo*.

## **CHAPITRE 3**

### **PRIX ET ATTESTATIONS**

#### **Article 12**

##### **PRIX**

- (1)** Au terme du Concours, sont attribués les prix suivants :
  - a) le Prix Charles-Rousseau de l'équipe ayant remporté l'épreuve finale ;
  - b) le Prix Katia-Boustany de l'équipe finaliste ;
  - c) le Prix Henri-Rolin de l'équipe ayant rédigé les meilleurs mémoires ;
  - d) le Prix Jacques-Yvan-Morin du meilleur plaideur, sur la base des points bruts individuels obtenus aux épreuves éliminatoires, les épreuves de classement, les quarts de finale et de demi-finale.
  
- (2)** Des prix peuvent également être attribués aux équipes ayant rédigé les deuxième, troisième, quatrième et cinquième meilleurs mémoires, ainsi qu'aux deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième, neuvième et dixième meilleurs plaideurs.
  
- (3)** Un prix spécial de la Francophonie peut être attribué lors de la soirée de clôture par un représentant accrédité de l'Organisation internationale de la Francophonie et/ou de l'Agence universitaire de la Francophonie.
  
- (4)** Un prix spécial peut être attribué par François Rousseau au plaideur ayant réalisé la prestation la plus remarquable lors de l'épreuve finale, en concertation avec les membres du jury.
  
- (5)** Les prix de l'article 12 paragraphes 1, 2 et 4 peuvent également être attribués conjointement avec un prix d'une société nationale ou régionale pour le droit international. Des prix spéciaux d'une société nationale ou régionale pour le droit international peuvent être attribués.
  
- (6)** Des prix spéciaux peuvent être attribués pour souligner une performance d'équipes ou de représentants s'étant particulièrement distingués pendant les épreuves éliminatoires, demi-finale ou finale de l'épreuve internationale.

#### **Article 13**

##### **ATTESTATIONS**

- (1)** Le Comité d'organisation délivre, par requête dans un délai d'un mois suivant la clôture du Concours, des attestations de participation. Ces attestations feront mention des prix éventuels remportés par le représentant ou son équipe.

## **CHAPITRE 4**

### **DISPOSITIONS FINALES**

#### **Article 14**

#### **ASSISTANCE EXTÉRIEURE**

(1) Le Concours Rousseau est un instrument pédagogique destiné à améliorer la formation des étudiants en droit international. Les instructeurs sont donc invités à contribuer à la préparation des étudiants dans la connaissance de la matière. Les instructeurs peuvent sélectionner les représentants de l'équipe, participer à la discussion générale des problèmes évoqués dans l'exposé des faits, et faire des suggestions relatives aux sources. Les instructeurs peuvent également discuter des arguments proposés par l'équipe, sans toutefois se substituer à cette dernière.

(2) Les instructeurs ne peuvent prendre part à la rédaction des mémoires.

#### **Article 15**

#### **INTERPRÉTATION DU RÈGLEMENT ET RÈGLES ADDITIONNELLES**

(1) Si une question d'interprétation du Règlement se pose, elle doit être adressée au Comité d'organisation qui émet une directive d'interprétation, qui est affichée dans les meilleurs délais sur le site du Réseau francophone de droit international ([www.rfdi.net](http://www.rfdi.net)).

(2) Toutes les questions de procédure non réglées par le présent Règlement sont décidées par le Comité d'organisation.

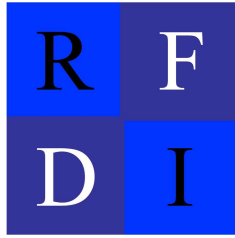
(3) Le Comité d'organisation peut adopter des règles additionnelles s'appliquant à des cas non prévus par le présent Règlement.

#### **Article 16**

#### **RAPPORT**

(1) Le Comité d'organisation prépare un rapport sur le Concours qui est affiché dans les meilleurs délais sur le site du Réseau francophone de droit international.

---



## CONCOURS DE PROCÈS-SIMULÉ EN DROIT INTERNATIONAL CHARLES-ROUSSEAU 2017

*Une activité du Réseau francophone de droit international (RFDI)*

### ANNEXE 1 du Règlement du Concours

#### CALENDRIER

23 décembre 2016 :	Date limite d'inscription (via le formulaire sur le site du RFDI) et de versement des droits d'inscription.
16 janvier 2017 :	Date limite pour la transmission des questions d'éclaircissement.
26 janvier 2017 :	Date limite pour la transmission des réponses aux questions d'éclaircissement.
20 février 2017 :	Date limite de remise des mémoires préliminaires (en cas d'application du paragraphe 5 de l'article 3 du Règlement).
1 <sup>er</sup> mars 2017 :	Date limite pour la transmission de la photo de l'équipe.
20 mars 2017 :	Date limite de transmission par la voie électronique des mémoires <sup>1</sup> . Date limite pour le retrait d'une équipe.
10 avril 2017 :	Date limite pour la modification d'une équipe.
15 avril 2017 :	Date limite pour l'obtention et la communication des visas (en cas d'application du paragraphe 5 de l'article 3 du Règlement).
28 avril 2017 :	Date d'arrivée des équipes. Accueil des participants et soirée de réception.
5 mai 2017 :	Banquet final : proclamation des résultats.
6 mai 2017 :	Départ des équipes.

---

<sup>1</sup> Les mémoires doivent être transmis par courriel aux adresses suivantes : [frdubuis@ulb.ac.be](mailto:frdubuis@ulb.ac.be) et [kristine.plouffemalette@usherbrooke.ca](mailto:kristine.plouffemalette@usherbrooke.ca). L'heure limite de transmission est fixée à 23 h 59 (heure locale de l'université participante).



## VERSEMENT DES DROITS D'INSCRIPTION

Le versement des droits d'inscription doit être effectué par virement sur le compte du RFDI dont les références sont les suivantes.

Banque du bénéficiaire : Caisse Centrale Desjardins, Montréal, Canada

Code WIFT /BIC code : CCDQCAMM

Numéro d'identification de la succursale (Caisse) : CC0 815 30500

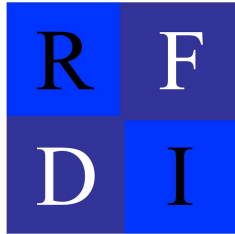
Numéro de compte du bénéficiaire : 0 815 30500 0907592

Nom complet du bénéficiaire : Réseau francophone de droit international

Adresse complète du bénéficiaire : 54 boulevard Desgranges, 92330 Sceaux, France

Le virement doit impérativement mentionner le nom de l'institution participante.

\_\_\_\_\_



## CONCOURS DE PROCÈS-SIMULÉ EN DROIT INTERNATIONAL CHARLES-ROUSSEAU 2017

*Une activité du Réseau francophone de droit international (RFDI)*

### ANNEXE 2 du Règlement du Concours

#### EXPOSÉ DES FAITS<sup>2</sup>



#### Cour internationale de Justice

*Affaire concernant la plateforme des pirates informatiques de Sèmèmité*

*(Lomeland c. République de Grand Popo)*

1. La République de Grand Popo, Etat ayant une façade maritime sur le Golfe de Guinée, a signé le 1<sup>er</sup> août 2010 un contrat pétrolier avec Hydrocarbures Boukombé, une filiale de la société sud-africaine PetroLU ayant son siège au Lomeland. Hydrocarbures Boukombé, sur la base de ce contrat de partage de production, a été autorisée à installer une plateforme de forage pétrolier dans les eaux contestées du Golfe de Guinée. Selon les informations relayées par Canal 3, « [p]ourvue d'un pont de la taille d'un terrain de football et d'une tour

---

<sup>2</sup> Les parties reconnaissent la véracité des faits décrits dans le présent énoncé. Celui-ci se réfère à des questions hypothétiques et a été rédigé pour les fins exclusives du Concours Charles-Rousseau 2017 par Dandi Gnamou, Agrégée des facultés de droit, Professeure de droit public à l'Université d'Abomey-Calavi en consultation avec Philippe Achilleas, Daniel Dormoy et François Xavier Saluden. Le Réseau francophone de droit international devient propriétaire des communications écrites ainsi que de tout enregistrement sonore ou vidéo des exposés oraux du Concours.

de forage de la hauteur d'un immeuble de quarante étages, la plateforme peut opérer à une profondeur de trois kilomètres sous l'eau et de douze kilomètres dans la terre ».

2. Jusqu'ici, les eaux profondes avaient seulement fait l'objet d'opérations de forage limitées. Mais certaines études montrent que le Golfe de Guinée recèle entre deux cents et trois cents millions de barils de pétrole et entre trente-cinq et soixante-six milliards de mètres cubes de gaz.
3. La République de Grand Popo a donc considérablement investi dans le développement de technologies de forage en eaux profondes. Les modèles d'affaires sur les investissements en matière d'exploration, de production et de raffinage montrent qu'à 30 000 FCFA le prix du baril du pétrole, les forages seraient très largement rentables. En tenant compte du cours du pétrole en 2006 (41 720 FCFA), les investissements dans le domaine pétrolier en eaux profondes paraissent une belle aubaine pour l'Etat.
4. Certes, il s'agit d'une ressource fossile et la tendance est à la réduction de l'utilisation de cette ressource, mais l'importance des besoins et le coût mensuel en combustibles pour approvisionner les différentes centrales électriques ont fini de convaincre la République de Grand Popo de conclure le contrat de partage de production du 1<sup>er</sup> août 2010, en vue de l'exploration et l'exploitation du pétrole en eaux profondes à Sèmèmité, dans sa zone économique exclusive.
5. La plateforme est située sur le champ pétrolifère de Sèmèmité. Les limites renferment toute la colonne stratigraphique et s'étendent du niveau de la mer jusqu'au socle du bassin sédimentaire côtier de la République de Grand Popo. La plateforme est implantée précisément sur le Bloc L-25. L'emplacement se trouve dans la zone où l'espace maritime de Grand Popo chevauche celui convoité par l'Etat de Lomeland. Pour s'assurer que la zone d'implantation fera définitivement partie de sa zone maritime, Grand Popo a enclenché auprès de la Commission des limites du plateau continental, depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2007, la procédure prévue à l'article 4 de l'Annexe II de la *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*.
6. Malgré une relative baisse du cours du pétrole en début d'année 2007, certains experts tels Mourad Preure ou Gael Cailleaux et des organismes tels que l'Agence d'information sur l'énergie (Energy Information Administration, EIA), rattachée au ministère américain de l'Energie, ou encore la China National Offshore Oil Corporation, prévoyaient une hausse continue du cours du brut, ce qui militait pour la construction de la plateforme et l'exploration en eaux profondes. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) quant à elle estimait que la production de pétrole brut provenant des gisements situés pour la plupart sur terre ou dans des eaux côtières peu profondes allait baisser de deux tiers entre 2011 et 2035.
7. C'est donc pour réduire sa dépendance à l'égard des techniques et des filières étrangères que la République de Grand Popo a, après avoir consulté plusieurs grandes entreprises du secteur notamment Exxon Mobil, BP, Chevron, SOCAR, E.ON, décidé de contracter avec Hydrocarbures Boukombé.
8. Dès l'été 2010, des voix divergentes au sein de l'opposition de la République de Grand Popo ont contesté l'opportunité de conclure ce contrat, estimant notamment que la technique utilisée était destructrice de l'environnement et ne servait que de propagande au gouvernement en place en vue de l'organisation des élections présidentielles et législatives

de mars 2011. L'un des membres de l'opposition, Janus Ovia a ainsi déclaré : *« ce projet est un affichage et une arnaque. C'est un affichage, car le gouvernement en place veut faire croire au peuple que nous avons du pétrole en abondance et que nécessairement des emplois seront créés. Le président, Olympe Essoua, veut apparaître comme le grand messie, le sauveur du peuple, celui qui a permis de découvrir le pétrole, laissant croire que notre pays bénéficiera des rentes du pétrole qui amélioreraient la vie de nos concitoyens et créeraient de la richesse. Bref ce serait un homme providentiel. Mais c'est une arnaque. En effet, la zone qui pourrait receler de l'huile est disputée avec un Etat voisin. Et s'il s'avérait que cet espace appartenait au Lomeland ? De plus, la technique utilisée pour l'extraction créera nécessairement des conséquences environnementales très graves pour les Etats côtiers. Donc même si la zone nous appartenait, nous serions tenus d'indemniser pour les dommages environnementaux qui auront été subis. Enfin, pourquoi faire référence uniquement aux travaux et prévisions de l'Agence d'information sur l'énergie et de la China National Offshore Oil Corporation alors que d'autres experts estiment qu'une baisse est inévitable et interviendrait forcément dans les dix prochaines années ? Cette analyse biaisée permet de noter que notre gouvernement brille par son incompétence et use de manipulation pour obtenir le vote des populations sur la base de fausses prévisions. Ce projet va se casser la figure ».*

9. S'il n'a pas été pris très au sérieux, M. Janus Ovia n'en a pas moins touché du doigt un aspect délicat du contrat dont il avait eu vent en raison de ses relations étroites avec certains membres du gouvernement.
10. En effet, le lieu d'implantation de la plateforme au cœur du champ pétrolifère a été fortement contesté par le Lomeland. Ce dernier prétend que la République de Grand Popo a fait installer une partie de cette plateforme au-dessus de son plateau continental, privant de fait le Lomeland de son droit d'exercer son contrôle sur le plateau continental loméen. La plateforme et les zones d'exploration d'Hydrocarbures Boukombé feraient partie, de son point de vue, d'une zone relevant de sa juridiction. Le ministre des Affaires étrangères a donc envoyé officiellement au gouvernement de Grand Popo une lettre de protestation datée du 1<sup>er</sup> août 2010.
11. Entre le 1<sup>er</sup> août 2010 et le 1<sup>er</sup> janvier 2015, le Lomeland a contesté périodiquement auprès de la République de Grand Popo, les droits souverains de cette dernière sur le lieu d'implantation de la plateforme. Durant cette période, le Lomeland a envoyé au ministre des Affaires étrangères de la République de Grand Popo des lettres de protestation relatives à l'implantation de la plateforme sur cette zone. Malgré plusieurs réunions infructueuses entre les représentants des deux Etats, le Lomeland n'a jusque-là jamais cherché à mettre en œuvre des procédures de règlement pacifique des différends. La République de Grand Popo suppose que cette abstention est due au fait que c'est une société loméenne qui a obtenu le contrat de partage de production.
12. A peine trois ans après le début de l'exploitation pétrolière, la chute vertigineuse du cours du pétrole a conduit Hydrocarbures Boukombé à négocier un protocole transactionnel signé le 1<sup>er</sup> juin 2015, dans lequel la société se retire de l'exploration et de l'exploitation moyennant indemnisation au bénéfice de la République de Grand Popo qui s'est engagée à mobiliser d'autres financements pour poursuivre l'exploitation. Avec le départ de la société et par défaut d'investissements, la plateforme a été abandonnée. L'extraction du pétrole s'avérant

beaucoup plus onéreuse que son prix de vente, poursuivre l'exploitation dans ces conditions devenait un non-sens économique.

13. Très rapidement et par défaut d'entretien et de mesures de sécurisation des puits, la plateforme s'est détériorée et est devenue le repaire de pirates informatiques liés au groupe Unidentified qui s'y est installé, semble-t-il, à partir du 1<sup>er</sup> mars 2016 en pleine période d'élections présidentielles en République de Grand Popo<sup>3</sup>. Unidentified est un groupe de pirates informatiques qui appellent à la désobéissance civile et mènent de nombreuses attaques informatiques destinées selon eux à défendre la liberté d'expression sur internet et en dehors, tout en gardant l'anonymat. Ces derniers, revendiquant le droit à la démocratie et à constituer le premier Etat libre en eaux internationales, ont décidé de lancer des attaques contre tous ceux qui, selon eux, hébergent des ennemis de la liberté. Ils ont lancé le 1<sup>er</sup> avril 2016 une cyberattaque visant le Lomeland, dont le gouvernement mène une politique répressive vis-à-vis des opposants. Cette attaque a perturbé pendant une semaine les systèmes de communications électroniques du pays, notamment en paralysant les sites stratégiques tels que la présidence, l'Assemblée nationale, l'Etat-major général, les centrales électriques et les communications portuaires et maritimes.
14. En parallèle à cette attaque, le groupe Unidentified a diffusé, depuis la plateforme, au moyen d'émetteurs radioélectriques, des émissions de radio et de télévision destinées à être captées sur le territoire du Lomeland, incitant la population à manifester fortement contre le gouvernement en place. Cette mesure a été accompagnée par un envoi de courriers électroniques non sollicités, destiné à la population du Lomeland, relayant des discours de révolte. Interrogé sur cette situation par un journal loméen, le ministre de la Justice du Grand Popo a déclaré : *« Jusqu'à présent, le groupe Unidentified n'a commis aucun acte répréhensible à l'encontre du territoire de mon pays. Les actions qu'il mène envers le Lomeland relèvent, selon nos autorités, de l'exercice de la liberté politique et il ne m'appartient pas de porter un jugement de valeur à leur égard »*.
15. Pendant les premiers jours de la rupture des communications, le Lomeland a mis sur pied une commission composée de son unité d'élite spécialisée en criminalité informatique. La commission a conclu que l'attaque s'était déroulée à partir de la plateforme abandonnée de Sèmèmité au moyen des câbles de communication sous-marins de fibre optique appartenant à la République de Grand Popo et permettant la connexion aux réseaux internationaux à très haut débit. La rupture des câbles permettrait, selon la commission, de mettre fin à l'attaque informatique. Estimant que cette attaque a été possible parce que la République de Grand Popo n'a jamais condamné les actes des pirates informatiques et donc qu'elle a laissé faire, le Lomeland a ordonné à son unité militaire de sous-marins de sectionner les câbles marins de Grand Popo et d'arrêter les personnes qui seraient présentes sur la plateforme ou autour de la plateforme.
16. L'opération qui s'est déroulée le matin du 6 avril 2016 est un véritable succès. Le Lomeland a pu rétablir dans la soirée une large partie de ses communications tout en mettant fin à la diffusion des discours de révolte. En outre, les membres de l'expédition militaire ont arrêté

---

<sup>3</sup> Le premier tour du scrutin a eu lieu le 6 mars 2016. A défaut de majorité absolue et au profit d'un candidat, un second tour a été organisé et s'est déroulé le 20 mars 2016. La juridiction constitutionnelle a proclamé les résultats le 25 mars 2016. La nouvelle présidente de la République de Grand Popo, Bérénice Kouagou, a prêté serment le 6 avril 2016.

six jeunes adultes âgés de 20 à 25 ans, deux mineurs de 16 ans, mais qui semblaient les plus doués en matière d'ingénierie informatique, et surtout un sous-officier et trois soldats en uniforme, membres de la Marine de la République de Grand Popo, postés pour assurer la sécurité de la plateforme.

17. Dès le 6 avril 2016, le Lomeland a expulsé *manu militari* l'ambassadeur de République de Grand Popo au Lomeland, rappelé l'ambassadeur du Lomeland en République de Grand Popo et informé la République de Grand Popo qu'il la tenait pour responsable des actes du groupe, rappelant le contentieux sur la plateforme de Sèmèmité, et qu'il jugerait les personnes arrêtées pour actes de piraterie et de terrorisme. Par un communiqué du ministère des Affaires étrangères daté du 7 avril 2016, le Grand Popo a émis ses plus vives protestations à l'égard du comportement du Lomeland.
18. Pour éviter une escalade diplomatique qui détériorerait définitivement les relations entre les deux Etats voisins, la nouvelle présidente élue du Grand Popo, Bérénice Kouagou, a sollicité l'avis de Janus Ovia. Ce dernier, convaincu que le fondement des difficultés entre les deux pays réside dans la contestation de Sèmèmité, a suggéré de porter le différend maritime devant le Tribunal international du droit de la mer, les deux Etats étant liés par la *Convention de Montego Bay sur le droit de la mer*. Or, aucun des deux Etats n'a fait la déclaration prévue à l'article 287.
19. Au Lomeland, le gouvernement dirigé par la ministre, Afiavi Karo, constatant l'inflexion de la politique de Grand Popo, décide aussi d'aller vers un règlement juridictionnel. Selon le conseiller juridique du président loméen, Amada Radopk, la question de la délimitation maritime devrait être portée devant un tribunal arbitral, sur la base d'un compromis, dont les termes devraient faire l'objet de négociations avec la République de Grand Popo. En revanche, le règlement du différend né des événements du 1<sup>er</sup> avril pourrait être confié à la Cour internationale de Justice, d'autant que les deux Etats ont émis une déclaration facultative de juridiction obligatoire ; le Lomeland le 25 octobre 1979 et le Grand Popo le 29 septembre 2001.
20. Le 24 août 2016, le Lomeland a introduit une requête contre la République de Grand Popo devant la Cour internationale de Justice.
21. Le Lomeland invoque, pour fonder la compétence de la Cour, les dispositions du paragraphe 2 de l'article 36 de son Statut, et fait référence aux déclarations d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour faites par le Lomeland et la République de Grand Popo. En outre, le Lomeland fait valoir que la compétence de la Cour au titre du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut est confirmée par l'article 282 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.
22. Dans sa requête introductive d'instance, le Lomeland prie la Cour, conformément au droit international :
  - a. de dire et juger, sans préjudice de la détermination de la frontière maritime entre les deux Etats, que la République de Grand Popo n'était pas en droit de construire la plateforme de Sèmèmité sans prendre en considération les protestations du Lomeland ;
  - b. de dire et juger que la responsabilité internationale de la République de Grand Popo est engagée à la suite des actes du 1<sup>er</sup> avril 2016 visant le Lomeland, menés depuis la plateforme de Sèmèmité ;

- c. de dire et juger que le Lomeland était en droit de sectionner les câbles sous-marins de la République de Grand Popo ; de procéder à l'arrestation sur la plateforme des personnes impliquées dans les actes du 1<sup>er</sup> avril ; et qu'il a compétence pour juger ces personnes pour actes de piraterie et de terrorisme.
23. Le Lomeland est une puissance économique régionale de premier plan. Cent vingt millions d'habitants vivent sur son territoire d'une superficie de 500 000 km<sup>2</sup>. Sa langue officielle est le français et sa monnaie le Franc CFA. Son économie repose en grande partie sur l'exploitation du pétrole. Son PIB annuel atteint les 400 milliards USD. Son taux de croissance est de 6 %. La République de Grand Popo couvre une superficie de 120 000 km<sup>2</sup>. Sa population compte 15 millions d'habitants. Sa langue officielle est le français et sa monnaie le Franc CFA. Son économie est principalement de type agricole (pêche, coton, élevage). Le tourisme représente aussi 8% d'un PIB annuel de 9,7 milliards USD en 2015. Le taux de croissance annuel est de 5 %.
24. Le Lomeland et la République de Grand Popo sont deux Etats membres des Nations Unies, de l'Union africaine (UA) et de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest (CEDEAO). Le président du Lomeland est Médard Matthias Aloedji. Les deux Etats ont signé le 15 octobre 2016 à Lomé, la *Charte africaine sur la sûreté et la sécurité maritime et le développement*. Ils ont tous les deux participé à l'adoption et signé la *Déclaration sur la sûreté et la sécurité dans l'espace maritime commun* dite « Déclaration de Yaoundé », le *Code de conduite relatif à la prévention et à la répression des actes de piraterie, des vols à main armée, à l'encontre des navires et des activités maritimes illicites en Afrique de l'ouest et du Centre*, le *Mémorandum d'entente du 25 juin 2013 entre la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), la CEDEAO, et la Commission du Golfe de Guinée (CGG) sur la sûreté et la sécurité dans l'espace maritime de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Ouest*, et le *Protocole additionnel au mémorandum entre la CEEAC, la CEDEAO, et la CGG sur le Centre interrégional de coopération*, daté du 5 juin 2014. Ils sont tous deux parties à la *Convention de Vienne sur le droit des traités* (le Grand Popo depuis le 22 mars 1981, le Lomeland depuis le 4 novembre 1979), à la *Convention de Montego Bay* (le Grand Popo depuis le 3 juillet 1999, le Lomeland depuis le 16 février 2001), à la *Convention du 10 mars 1988 pour la répression d'actes illicites menés contre la sécurité de la navigation maritime* (le Grand Popo depuis le 9 juin 1994, le Lomeland depuis le 11 janvier 1997) et au *Protocole du 10 mars 1988 pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental* (le Grand Popo depuis le 9 juin 1994, le Lomeland depuis le 11 janvier 1997).

## DECLARATION DE GRAND POPO



Soucieuse d'une part, de parvenir au règlement pacifique et équitable de tous différends internationaux, notamment ceux dans lesquels elle serait impliquée, et d'autre part, d'apporter sa contribution au développement et à la consolidation du droit international, la République de Grand Popo, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du *Statut de la Cour internationale de Justice*, déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour internationale de Justice, sur tous les différends d'ordre juridique ayant pour objet :

- a) l'interprétation d'un traité ;
- b) tout point de droit international ;
- c) la réalité de tout fait qui, s'il est établi, constituerait la violation d'un engagement international ;
- d) la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international, à l'exclusion toutefois :
  1. des différends au sujet desquels les parties en cause conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ;
  2. des différends ayant trait à des affaires qui, d'après le droit international, relèvent de la compétence exclusive de Grand Popo.

La présente déclaration est faite pour une durée illimitée, sous réserve de la faculté de dénonciation et de modification qui s'attache à tout engagement pris par un Etat dans ses relations internationales.

Elle prendra effet dès sa réception, par le Secrétaire général de l'ONU.

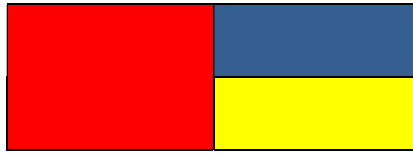
Sèmè, le 22 août 2001

La ministre d'Etat,  
Ministre des Affaires étrangères,

Christiane Aumirt



## DECLARATION FACULTATIVE DE JURIDICTION OBLIGATOIRE DU LOMELAND



Le Lomeland,

Représenté par Son Excellence madame Papangou Faustine, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent du Lomeland auprès de l'Organisation des Nations Unies,

Agissant en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 36 du *Statut de la Cour internationale de Justice*, annexé à la *Charte des Nations Unies*, guidé par le souci qui l'a toujours animé de parvenir au règlement pacifique et équitable de tous les différends internationaux, en particulier ceux dans lesquels il pourrait être impliqué, et désireux de contribuer à la consolidation de l'ordre juridique international fondé sur les principes énoncés par la *Charte des Nations Unies*,

Déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour internationale de Justice sur tous les différends ayant pour objet :

- a) l'interprétation d'un traité ;
- b) tout point de droit international ;
- c) la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international ;
- d) la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

Déclare ne pas reconnaître comme obligatoire la juridiction de la Cour internationale de Justice concernant les différends relatifs aux frontières maritimes.

La présente déclaration est faite pour une durée illimitée sous réserve de la faculté de dénonciation et de modification qui s'attache à tout engagement pris par un Etat souverain dans ses relations internationales.

Elle entrera en vigueur à compter du jour de la réception au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

New York, le 24 octobre 1979

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Papangou Faustine', written in a cursive style.

Papangou Faustine

## CARTE GÉOGRAPHIQUE

La présente carte n'est fournie qu'à titre indicatif et ne présente pas les distances à l'échelle.

